

• Définition

Priorité donnée aux politiques de l'eau, à toutes les échelles (européenne, nationale, locale...).

Mise en œuvre de la réglementation européenne et nationale dans le domaine de l'eau, et adaptations dans les territoires (DCE, DOE, DMB, normes de qualité de l'eau).

Moyens financiers et humains alloués à cette mise en œuvre, dans les établissements publics de l'Etat et dans les collectivités territoriales.

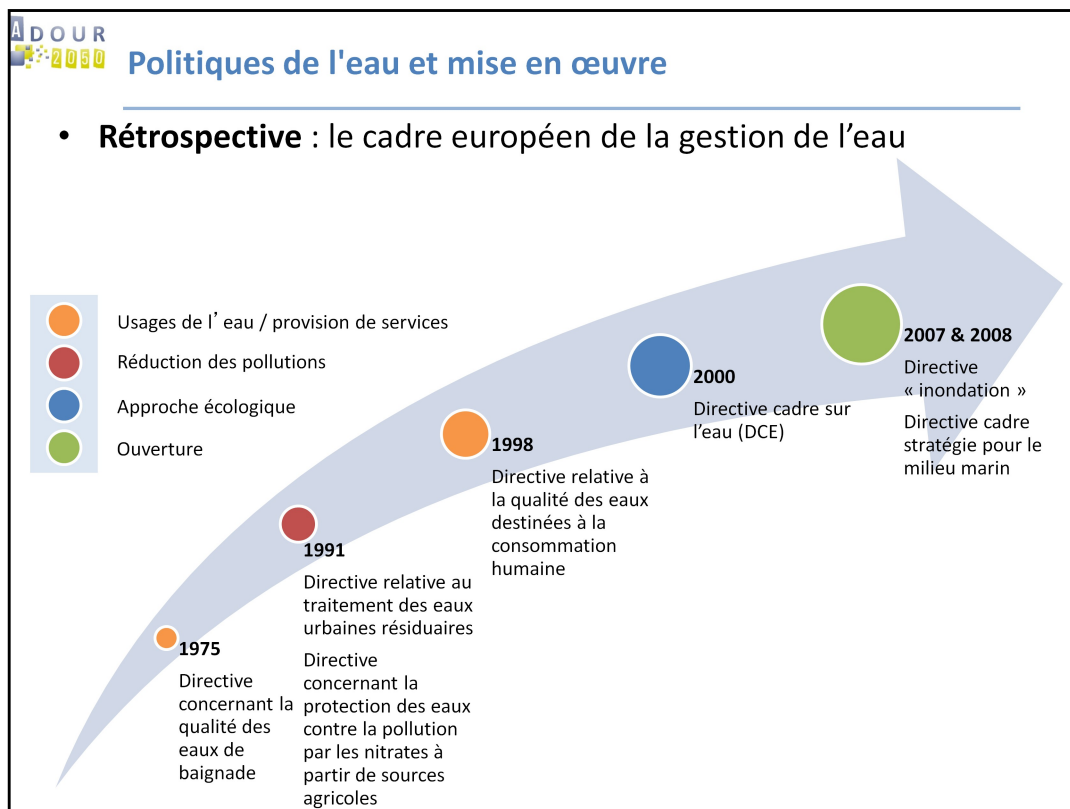
Impact de la réforme territoriale sur la politique de l'eau, à l'échelle locale, avec la nouvelle compétence GEMAPI qui entrera en principe en vigueur au 1^{er} janvier 2018 et la loi NOTRe, le 1^{er} janvier 2020.

• Indicateurs de mesure

- Budgets alloués aux politiques de l'eau
- Moyens humains et financiers aux niveaux européen, national, bassin, régions et départements

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) de 2006 renforce les outils réglementaires existants. Les nouvelles orientations qu'elle apporte sont :

- de se donner les outils en vue d'atteindre en 2027 l'objectif de « bon état » des eaux fixé par la DCE (objectifs intermédiaires en 2015 et 2021);
- d'améliorer le service public de l'eau et de l'assainissement : accès à l'eau pour tous avec une gestion plus transparente ;
- de moderniser l'organisation de la pêche en eau douce. L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema) est créé, chargé de mener et soutenir au niveau national des actions destinées à favoriser une gestion globale, durable et équilibrée de la ressource en eau, des écosystèmes aquatiques, de la pêche et du patrimoine piscicole.
- de prendre en compte l'adaptation au changement climatique dans la gestion des ressources en eau.



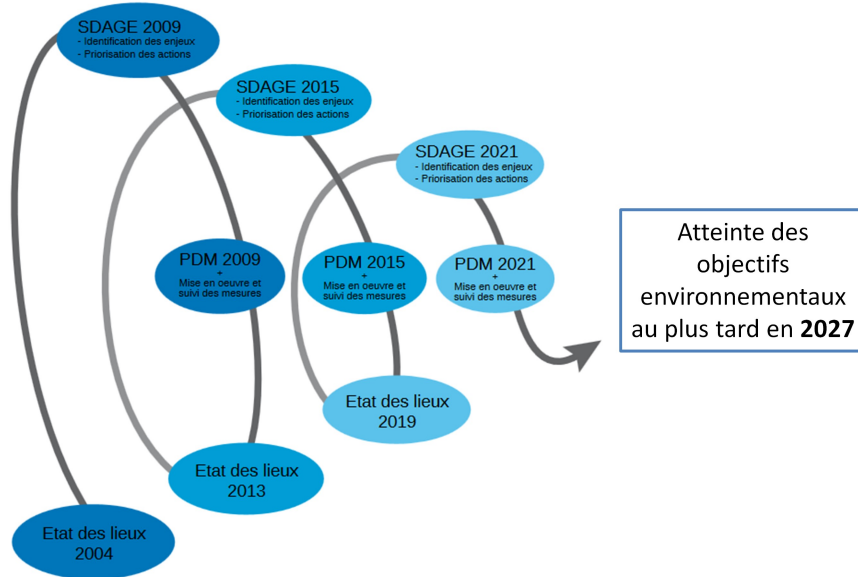
Depuis les années 1970, la politique publique de l'eau s'inscrit dans un cadre européen. La qualité de l'eau a toujours été une préoccupation dans la politique de l'Union européenne.

D'une politique centrée sur les services en eau liés à la satisfaction des usages (eau potable, baignade), le cadre européen s'oriente vers des enjeux de réduction des pollutions (ex. nitrates, eaux usées), puis une approche basée sur les milieux et l'écologie (DCE), une ouverture à d'autres politiques (inondation, DCSMM) et enfin vers une politique de l'eau au service de la biodiversité.

La directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 (directive 2000/60) vise à donner une cohérence à l'ensemble de la législation avec une politique communautaire globale dans le domaine de l'eau. Elle définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique au plan européen avec une perspective de développement durable.

La DCE fixe des objectifs pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles (eaux douces et eaux côtières) et pour les eaux souterraines. L'objectif général était d'atteindre d'ici à 2027 le bon état des différents milieux sur tout le territoire européen, avec des échéances intermédiaires à 2015 et 2021.

• **Rétrospective** : le cadre européen de la gestion de l'eau



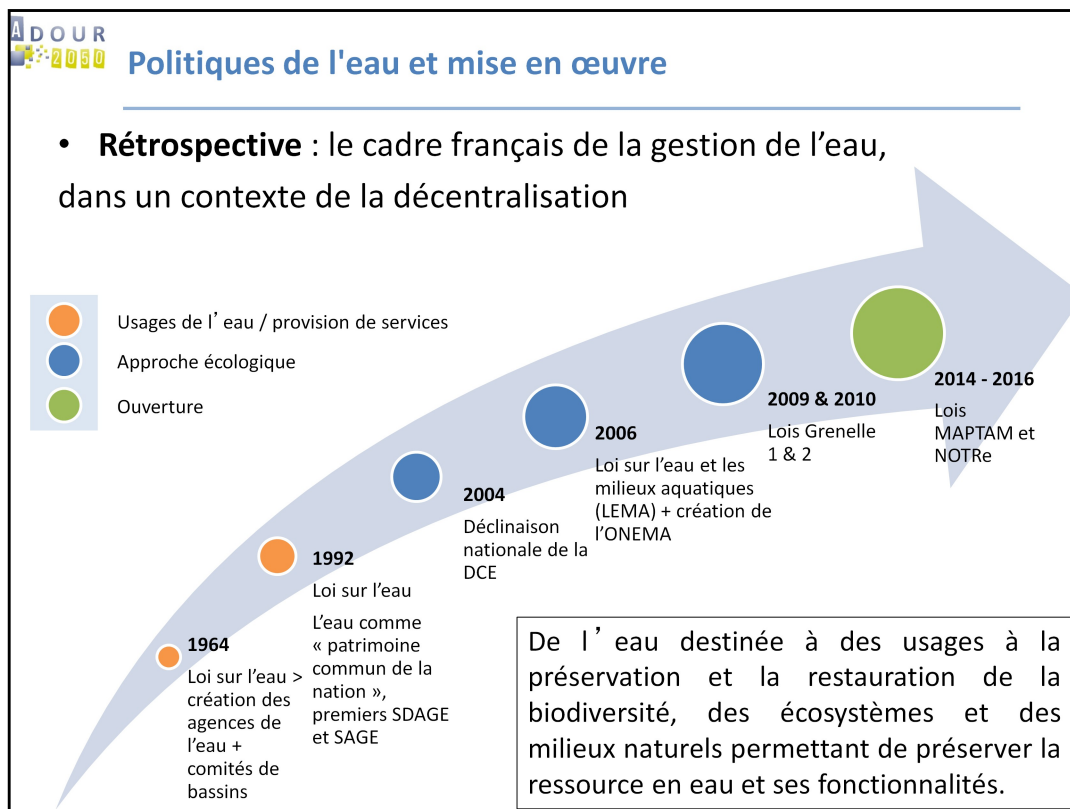
Le cycle de la DCE (source : MEDDE)

La DCE – Directive Cadre sur l'Eau, c'est :

- Une obligation de **résultats** : l'atteinte du bon état général (ou du bon potentiel écologique) des eaux superficielles, souterraines et côtières d'ici 2015;
- 3 étapes clés à renouveler **tous les 6 ans** : élaboration d'un état des lieux, d'un Plan de Gestion (un SDAGE par bassin) et d'un Programme de Mesures;
- La mise en place d'une **tarification incitative** de l'eau et l'application du principe de récupération des coûts des services d'eau ;
- Une gestion par bassin versant ;
- Une consultation du public dans le but de renforcer la transparence de la politique de l'eau.

Les **grandes étapes** ont été et seront :

- 2004 : Etat des lieux
- 2006 : Programme de surveillance de l'état des eaux
- 2005 : Consultation du public sur l'état des lieux
- 2008 : Consultation du public sur les SDAGE
- 2009 : Publication du premier plan de gestion et du programme de mesures
- 2009 : Adoption des SDAGE révisés
- 2015 : Point sur l'atteinte des objectifs, suivi d'un second plan de gestion et programme de mesure
- 2021 : Avant dernière échéance pour la réalisation des objectifs
- 2027 : Dernière échéance pour la réalisation des objectifs



En France, un cadre réglementaire et institutionnel existait avant le cadre européen. Il remonte à la loi sur l'eau de 1964, à l'origine de la création des agences de l'eau et d'une gestion par bassins versants, avec la création des comités de bassins, véritables « parlements » de l'eau. Cependant, avant la DCE, les politiques de l'eau concernent principalement l'approvisionnement en eau potable et la gestion des eaux résiduelles. En effet, les agences de l'eau sont créées dans une optique d'optimisation du service rendu lié à la protection de la ressource, l'alimentation en eau potable et l'assainissement.

En 1992, le droit individuel à l'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante pour tous est consacré : la loi sur l'eau de 1992 reconnaît la ressource en eau comme « patrimoine commun de la Nation ». Elle met en place de nouveaux outils de la gestion des eaux par bassin : les SDAGE et les SAGE.

En 2004, la directive cadre sur l'eau est transposée en droit français. Les premiers états des lieux des ressources en eau sont réalisés à l'échelle des bassins versants.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) de 2006 renforce les outils réglementaires existants.

Les lois **Grenelle 1** (2009) et **Grenelle 2** (2010) réaffirment les objectifs environnementaux de la DCE. La loi Grenelle 1 « fixe les objectifs et, à ce titre, définit le cadre d'action, organise la gouvernance à long terme et énonce les instruments de la politique mise en œuvre pour lutter contre le changement climatique et s'y adapter, préserver la biodiversité ainsi que les services qui y sont associés, contribuer à un environnement respectueux de la santé, préserver et mettre en valeur les paysages ».

En 2014, la loi de modernisation de l'action publique crée la compétence GEMAPI et les EPAGE .

- **Rétrospective** : le cadre français de la gestion du risque inondation

En 2011, seulement 37 % des communes exposées à des crues disposent d'un PPRI approuvé.

En 2014, on comptait 95 projets PAPI ou PSR labellisés par la Commission mixte « inondation » (CMI, installée en 2011 suite à la tempête Xynthia) ou par une instance locale. Ils représentent un montant total d'opérations de 1 003 M€ (HT) dont l'aide de l'Etat, pour l'essentiel issue du fonds de prévention des risques naturels majeurs, représente 400 M€ (HT). Parmi ces projets sont prévues les réhabilitations de 400 km de digues.

En France, la gestion du risque inondation remonte à la loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile et à la prévention des risques majeurs, qui consacre l'outil **PPRI** mis en place par les communes ou les préfets. L'élaboration de plans de prévention des risques d'inondation est obligatoire depuis 1995. Comme pour chaque plan de prévention des risques naturels, le PPRI s'appuie sur la carte des aléas et aboutit à la carte de zonage réglementaire. Cependant, la délimitation des zones est basée sur les crues de référence, et ne tient pas compte du changement climatique.

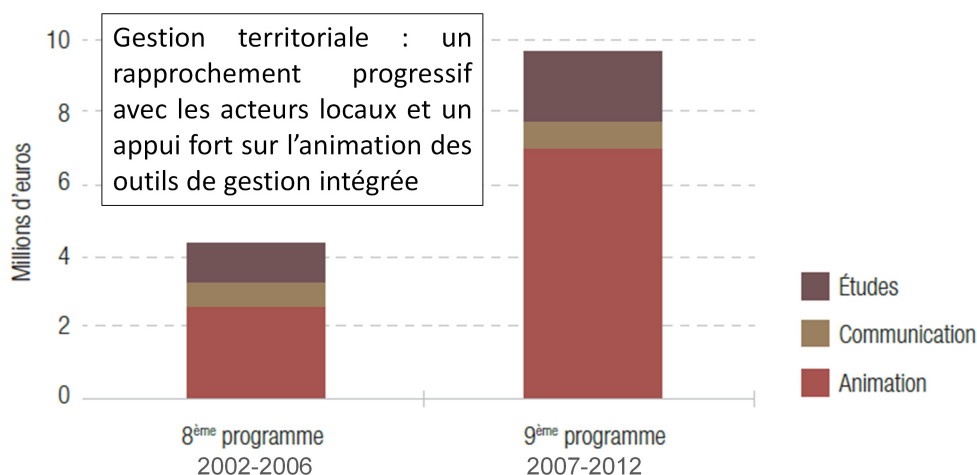
En revanche, la mise en œuvre de la **directive inondation** en France permet d'intégrer le changement climatique à la planification : désormais, une surcôte (de 40 cm) est affichée dans la cartographie des surfaces inondables par submersion marine des TRI pour un événement moyen. A noter que **la Directive inondation est calquée sur le modèle de la DCE**, au niveau des échéances (calendrier intégrant un cycle de révision tous les six ans) comme des outils (chaque cycle intègre trois phases successives : une phase d'évaluation des risques et de diagnostic, une phase de planification puis une phase d'action).

En parallèle, des projets peuvent être labellisés « **PAPI** » ou « **plans submersions rapides** » (PSR). Les PAPI qui ont pour objectif la réalisation d'actions permettant de réduire les dommages causés par les inondations devraient inciter l'adoption de PPRI qui visent la réglementation des sols en zone inondable.

Voir en Annexe le schéma d'organisation de la gestion du risque inondation en France.

- **Rétrospective** : politiques eau et moyens alloués

Agence de l'Eau Adour-Garonne



Répartition des montants d'aide par types d'opérations sur la gestion territoriale et par programme de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne (source : AEAG, 2013)

Entre 1997 et 2002, une priorité est donnée aux travaux d'intervention des berges et de la ripisylve, avec le recrutement de techniciens de rivières par les syndicats qui est encouragé.

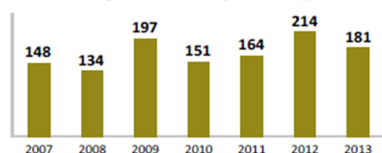
Le soutien financier de l'Agence sur la **gestion territoriale** s'est ensuite fortement développé sur les 8 et 9^{èmes} programmes (2003-2006 et 2007-2012). Au fil du temps, les modalités d'intervention de l'Agence ont évolué positivement dans ce domaine tant en termes de modalités d'aide qu'en montant global d'aides apporté aux structures porteuses d'outils de gestion intégrée.

A partir de 2007, la priorité est donnée à l'approche hydromorphologique des cours d'eau : la gestion s'intéresse ainsi aux lits des cours d'eau, aux ouvrages transversaux et aux espaces associés plus ou moins directement (lits majeurs, nappes d'accompagnement et zones humides associées). Autant de priorités qui amènent à considérer la gestion des cours d'eau comme étroitement liée aux politiques et décisions d'aménagement du territoire et de gestion du foncier.

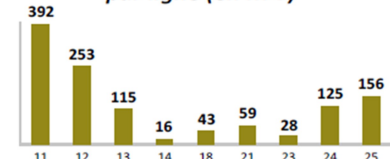
• **Rétrospective** : politiques eau et moyens alloués

Agence de l'Eau Adour-Garonne

Total des aides attribuées
par année (en M€)



Total des aides attribuées
par ligne (en M€)



Lignes d'intervention :

- 11 Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées
- 12 Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques
- 13 Lutte contre la pollution industrielle
- 14 Elimination des déchets
- 18 Lutte contre les pollutions agricoles
- 21 Gestion quantitative de la ressource
- 23 Protection de la ressource pour l'alimentation en eau potable
- 24 Restauration et gestion des milieux aquatiques
- 25 Eau potable

Total des aides attribuées par année et par ligne (en M€) sur la période 2007-2013 (source : AEAG)

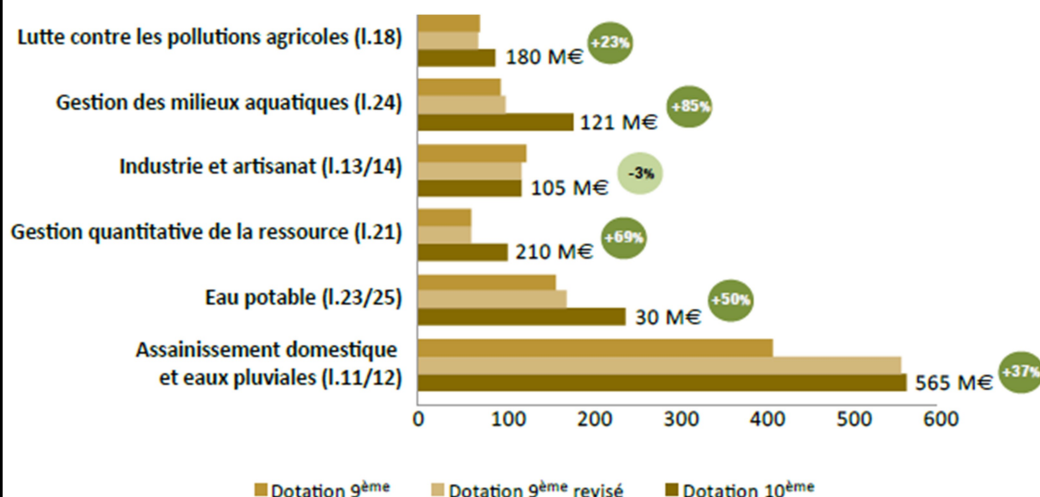
Sur la période 2007-2013, l'Agence s'est dotée de moyens significatifs pour répondre aux **objectifs de « bon état »** définis par la DCE. Ces derniers ont ainsi été progressivement intégrés et déclinés dans les différents secteurs d'action de l'Agence.

Sur une enveloppe globale de 1,55 Mds€ pour le 9^{ème} programme et 1,93 Mds€ pour le 10^{ème} programme, l'analyse de la base de données montre que l'Agence a soutenu, sur les lignes d'intervention concernées par l'évaluation, **plus de 32 300 projets** représentant 1,19 Mds€ d'engagements financiers entre 2007 et 2013.

Si le niveau des interventions de l'Agence est globalement stable sur la période, les différences entre les thématiques restent importantes et en faveur des secteurs du « petit cycle » de l'eau (assainissement, eau potable) par rapport aux secteurs du « grand cycle » de l'eau (milieux aquatiques, pollutions diffuses...). On observe cependant un **rééquilibrage entre ces deux grands domaines à partir de 2013** et l'adoption du 10^{ème} programme tant au niveau des dotations qu'au niveau des aides attribuées.

- **Rétrospective** : politiques eau et moyens alloués

Agence de l'Eau Adour-Garonne



Évolution des dotations par ligne en fonction des programmes d'interventions (source : AEAG)

Le tournant de la DCE s'est vraiment concrétisé lors de la révision du 9^{ème} programme et a été poursuivi lors de la mise en place du 10^{ème} programme. Dans ce contexte, les moyens financiers ont été renforcés (augmentation des dotations entre 23% et 85 % entre le 9^{ème} et le 10^{ème} programme, selon les lignes d'intervention étudiées).

Les moyens financiers ont été renforcés, afin de répondre aux trois grandes priorités du 10^{ème} programme :

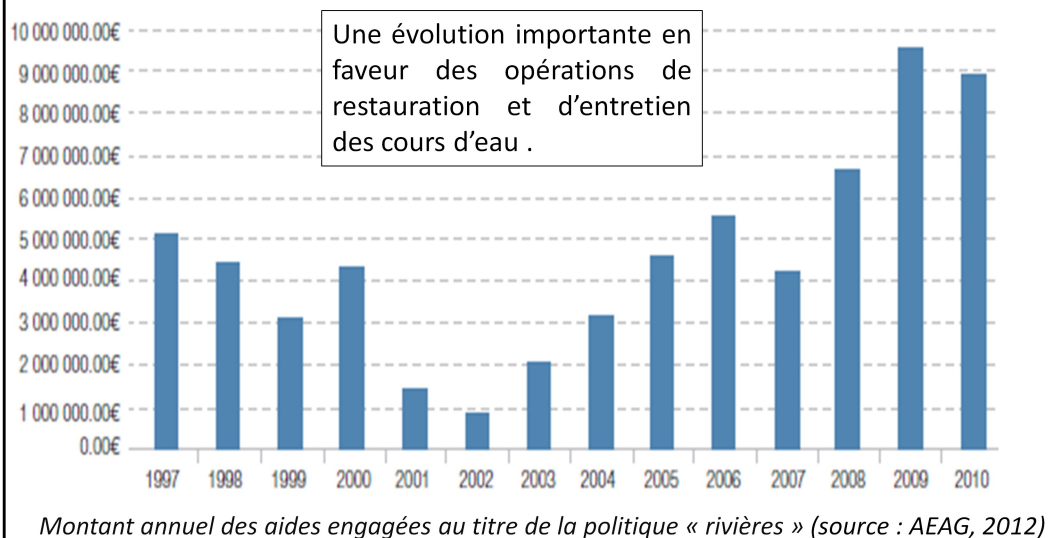
- la restauration du bon état des milieux aquatiques,
- la reconquête de la qualité des eaux brutes destinées à l'alimentation en eau potable, notamment en réduisant les pollutions diffuses,
- le maintien de débits suffisants dans les rivières dans la perspective du changement climatique.

Si les montants des aides ont été renforcés entre les 9^{ème} programme (2007 à 2012) et 10^{ème} programme (2013 à 2018), il reste que « l'incitation financière de l'Agence n'est pas suffisante » (bien que nécessaire). Des leviers de mobilisation politique des maîtres d'ouvrage sont à rechercher en complément des aides financières.

Voir les résultats 2015 de l'état des masses d'eau sur le territoire d'étude en Annexe.

- **Rétrospective** : politiques eau et moyens alloués

Agence de l'Eau Adour-Garonne



Une étude des opérations de restauration et d'entretien des cours d'eau financées par l'Agence de l'eau dénombre un total de 2 980 opérations aidées (études, travaux et soutien aux postes), cf diagramme. L'évolution la plus importante apparaît avec le 9ème programme (2007-2012) : **le montant des aides double quasiment** par rapport aux deux programmes précédents. De plus, les taux moyens d'aide augmentent de 33 % au 7ème à 44 % au 9ème programme, avec une part croissante des dépenses consacrées par l'Agence aux **missions des techniciens rivière** (30 % des aides). Les opérations de **gestion et de restauration** représentent plus de 70% des montants d'aide apportés à la politique cours d'eau.

Sur les quatre départements du territoire d'étude, les aides semblent équitablement réparties. Cette répartition équitable peut cependant être interrogée : les besoins et les problèmes sont-ils les mêmes partout ?

Les principaux bénéficiaires des aides en montants financiers sont les collectivités territoriales et structures intercommunales, le quart restant étant partagé essentiellement entre des entreprises, des associations et des particuliers. Si 20 % des dossiers instruits concernent les exploitants agricoles, cela ne se traduit pas massivement en termes de montants.

- **Rétrospective** : politiques eau et moyens alloués

Région Nouvelle Aquitaine

Le budget 2016 de la Nouvelle Aquitaine est de 2,81 milliards d'euros, dont environ 12 millions dédiés à la gestion de l'eau et 3 millions spécifiquement pour la gestion des milieux aquatiques.

Dans le domaine de l'eau, les régions peuvent orienter les décisions au travers de la **planification** (schéma régional d'aménagement et de développement du territoire - SRADT, bientôt SRADDET - schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires), au travers des **financements apportés** (contrat de plan Etat / Région), ou encore à travers la création de **parcs naturels régionaux** (PNR). Les Régions participent aux instances de gestion de l'eau (Comité de bassin, Conseil d'administration de l'Agence de l'eau, Commissions locales de l'eau) et contribuent à l'application des documents de planification et des démarches contractuelles .

Sur le bassin de l'Adour et des côtières basques, à cheval sur les anciennes régions Aquitaine (Nouvelle Aquitaine) et Midi-Pyrénées (Occitanie), des SRADDET sont en cours d'élaboration et des CPER (contrats de plan Etat/Région) ont été définis pour la période 2015-2020. On remarque que l'eau est intégrée à la fois dans l'approche de **prévention des risques naturels** et celle de la préservation de la **biodiversité et des ressources naturelles (PNR des Landes de Gascogne)**, avec une **évolution par rapport aux contrats** concernant la période 2007-2013 puisque l'eau y était traitée comme une thématique à part entière.

Le **CPER Etat / Région Aquitaine 2007-2013** comportait un grand projet « FAIRE DE L'ENVIRONNEMENT UN ELEMENT MAJEUR DU DEVELOPPEMENT DE L'AQUITAINE » avec l'orientation «Un plan de gestion qualitatif et quantitatif de la ressource en eau » (Etat : 64 M€, Région : 25 M€) et « PROMOUVOIR UNE GESTION INTEGREE ET DURABLE DU LITTORAL AQUITAIN » (Etat : 19,23 M€, Région : 22,4 M€).

- **Rétrospective** : politiques eau et moyens alloués

Région Occitanie

Budget total **Occitanie** 2016 : 2,89 milliards d' euros,
dont 33 M€ pour « Eau et prévention des risques »

CPER Etat / Région Midi-Pyrénées 2007-2013 : PROJET 6 - PLAN REGIONAL DE RESTAURATION DU BON ETAT DES EAUX

(Etat : 34,300 ; **Région : 29,000** ; total : 72,60 ; montants **en M€ pour la période 2007/2013**), dont :

- Gestion équitable et utilisation rationnelle de l' eau (Etat : 16 ; Région : 16) ;
- Lutte contre les pollutions (Etat : 8,000 ; Région : 7) ;
- Restauration de la qualité des milieux aquatiques (Etat : 10,300 ; Région : 6).

- **Rétrospective** : politiques eau et moyens alloués

Départements

Sur le bassin de l'Adour, les Départements ont choisi de constituer l'**Institution Adour en 1978**, pour gérer le fleuve Adour de sa source à l'embouchure.

L'Institution Adour, en tant que chef de file et maître d'ouvrage sur le bassin, s'attèle ainsi à des problématiques telles que la ressource en eau, la lutte contre les inondations, la qualité des eaux superficielles, la protection et la gestion des milieux aquatiques et plus généralement à la mise en place d'une gestion intégrée de l'eau. Il est devenu Etablissement Public Territorial de Bassin en 2007.

Dans le domaine de l'eau, les Départements ont traditionnellement un rôle d'aménagement et d'équipement rural, à travers les **aides financières** qu'ils apportent aux réseaux d'eau potable et d'assainissement. Les cellules d'assistance technique de type SATESE apportent également un **appui technique** aux communes ou acteurs éligibles. Les Départements peuvent également intervenir sur la protection des milieux naturels, au travers d'aides financières et/ou d'appui technique (CATER par exemple).

Hautes Pyrénées

8 agents du Pôle eau interviennent sur : Assistance technique > SATESE (1 ETP) et CATER (2 techniciens + 1 ing.) ; Dossiers de subventions gd et petit cycles de l'eau ; Protection des captages ; Suivi scientifique et accueil du public sur le Lac de Puydarrieux ; Propriétaire des barrages du Lizon et du Magnoac.

Subventions en 2015 : Rivière > 85 963 € (50 % de subvention pour le dégagement des rivières) ; Eau potable > 455 000 € (10 à 50 % de subvention) ; Assainissement > 1 037 000 € (10 à 25 % de subvention) ; soit un total de 1 578 000 €.

Gers

11 ETP (2 administratifs ; 1 ingénieur ; 2 techniciens assainissement ; 1 technicien SPANC ; 3 techniciens rivières ; 1 chef de service et 1 adjoint). Le département intervient sur : finance les MO de l'AEP, de l'assainissement et des rivières ; accompagnement technique pour l'assainissement avec le SATESE et les rivières avec la CATER ; depuis janvier 2016, le Département n'est plus MO du schéma département d'AEP qui date de 2004. Il garde les financements des projets qui y sont inscrits (mutualisation des moyens de production, sécurisation de la ressource par des interconnexions). Chaque année, le Département paye pour les travaux des MO, 300 000€ pour l'assainissement, 150 000 € pour les rivières et 800 000€ pour l'AEP.

- **Rétrospective** : politiques eau et moyens alloués

Départements

Globalement, un contexte de **restriction budgétaire** et de **réduction de la dépense publique** (départs non remplacés, baisse des dépenses...) ; en partie compensé par un **élargissement du mode d'intervention** (partenariat avec l'Agence de l'eau, mise en place de réseaux de suivi et d'observatoires de l'eau, conditionnement des aides) et par une intégration croissante avec **d'autres thématiques** (déchets, ENS, énergie...).

Landes

Service d'Animation pour la Gestion de l'Espace Rivière (SAGER) au 12/10/2016 : 0,5 ETP technicien pour l'amélioration des pratiques de désherbage ; 0,5 ETP ingénieur pour le pilotage du suivi qualité des eaux superficielles ; 1 ETP technicien pour le suivi qualité (prélèvements...) ; 1 ETP ingénieur pour la responsabilité du service et l'animation territoriale « syndicats de rivières ». Le Département intervient sur : Assistance technique à travers le SAGER ; aides financières (règlement départemental d'aide à la gestion et à la valorisation des cours d'eau) ; une convention avec l'agence de l'eau (accord cadre départemental). Aides départementales attribuées aux syndicats de rivière (hors participation statutaire Institution Adour) : 2014 : 305 000 € / 2015 : 426 000 € / 2016 : 263 000 €.

Pyrénées Atlantiques

Au 1er juin 2016, le Pôle « Eau / Littoral » : Aide aux collectivités assainissement : 3 postes ; Rivières aménagement et irrigation : 1 poste ; Aide aux collectivités AEP : 1 poste ; Suivi des rivières et des nappes : 2 postes ; le poste « Aide aux collectivités AEP, Littoral » n'a pas été remplacé ; Observatoire, Bilans, Tableaux de bord : 1 poste ; 2 postes de secrétariat ; 1 Chef de pôle. Au départ 3 cellules au sein du service de l'eau : SATESE, CATER, SATEP, forment la Mission d'Animation Territoriale de l'Eau et des Milieux Aquatiques (MATEMA). Aujourd'hui développement d'ingénierie sur les bassins versants côtiers et le littoral, mais aussi d'autres domaines : Déchets, ENS, Energie... Subventions versées par le Département 64 aux collectivités pour les projets d'investissements entre 2013 et 2016 (contrats de territoires) : 2013 : 6 M€ (AEP 750 700 ; Ass. 5 M ; Riv. 219 000 ; ZH 25 000) / 2014 : 9,5 M€ (AEP 2,7 M ; Ass. 6,2 M ; Riv. 470 500 ; ZH 60 000) / 2015 : 5 M€ (AEP 1,4 M ; Ass. 2,9 M ; Riv. 734 600 ; ZH 19 000) / 2016 : 3,5 M€ (AEP 1,9 M ; Ass. 1,4 M ; Riv. 171 800 ; ZH 9 000) (chiffres approximatifs).

- **Prospective** : vers des politiques de l'eau intégrées

Au niveau européen, le développement d'une approche basée sur les écosystèmes et les infrastructures vertes, d'abord en support à la stratégie sur la biodiversité, se retrouve dans le « Blueprint to safeguard Europe's water resources » et est reprise dans le texte de la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

La DCE et la DCSMM ont un périmètre d'application commun (les eaux côtières) : la mise en œuvre de la DCSMM (à travers les PAMM à l'échelle de chaque façade maritime) doit donc se faire en cohérence avec les politiques existantes, dont la DCE (et vice-versa). Pour cela, le **SDAGE Adour-Garonne** préconise une articulation avec la directive cadre stratégie pour le milieu marin (et la directive inondation). En outre, une **commission spécifique « Terre-Mer »** a été créée en Adour-Garonne pour veiller à la cohérence des deux documents.

A des niveaux plus « locaux », la **trame verte et bleue** est une politique d'aménagement qui assure une prise en compte des continuités écologiques dans tous les projets et documents de planification de l'État et des collectivités territoriales, dans le cadre d'une gouvernance partagée. Elle s'appuie sur les espaces protégés, le réseau Natura 2000 et sur d'autres espaces plus « ordinaires » contribuant à leur fonctionnement écologique. Elle intègre donc une composante verte qui fait référence aux milieux naturels et semi-naturels terrestres et une composante bleue qui fait référence au réseau aquatique et humide (fleuves, rivières, canaux, étangs, zones humides).

La **GIZC** devra être prise en compte dans les bassins côtiers, dans les documents de planification par exemple (volet littoral des SCOT valant schéma de mise en valeur de la mer), ou à travers ce qu'il ressortira des travaux en cours du Grenelle de la Mer (stratégie nationale de la mer et du littoral). Par exemple, le Grenelle de la Mer propose, en complément de la trame verte et bleue terrestre, une trame bleue marine (réseau écologique marin comprenant des corridors biologiques sous-marins).

Par ailleurs, des outils de protection des milieux naturels (marins et terrestres) se sont développés au cours des dernières années. Par exemple, le **Parc naturel marin** est un nouveau statut de protection, créé en 2006, pour servir les stratégies de conservation du milieu marin, à la fois le littoral et le large. Le **contrat de baie** est un outil plus ancien (début des années 1990) qui préconise la gestion du patrimoine commun que sont l'eau et les milieux naturels de la baie, en lien avec ceux de son bassin.

Enfin, sur certains SAGE côtiers, des réflexions plus ou moins avancées sur leur « maritimisation » sont en cours.

- **Prospective** : le cadre français de la gestion de l'eau

On observe un rapprochement progressif des politiques de l'eau avec celles de la biodiversité, où la biodiversité constitue un chapeau dans lequel s'inscrivent les politiques de gestion des milieux aquatiques :

- loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et création de l'Agence nationale de la biodiversité qui est opérationnelle depuis le 1er janvier 2017;
- rôle de l'ONEMA dans l'observation et la surveillance des peuplements piscicoles.

L'**Agence française de la biodiversité** est créée par le regroupement de plusieurs structures nationales existantes (Agence des aires marines protégées, Atelier technique des espaces naturels, Fédération nationale des parcs nationaux, Office national de l'eau et des milieux aquatiques) et doit répondre aux enjeux de protection et de valorisation de la biodiversité **terrestre, aquatique et marine** (traduisant également une intégration terre-eau-mer). Ses missions fixées par la loi concernent :

- La préservation, gestion et restauration de la biodiversité,
- Le développement des connaissances, ressources, usages et services écosystémiques attachés à la biodiversité,
- La gestion équilibrée et durable des eaux,
- La lutte contre la biopiraterie,
- L'appui scientifique, technique et financier aux politiques publiques et privées, dont le soutien aux filières de la croissance verte et bleue.

Par ailleurs, les agents de l'**Onema** contrôlent les peuplements des poissons des cours d'eau et des plans d'eau depuis plus de 20 ans. Cette surveillance se fait depuis 2007 dans le cadre des programmes de surveillance de la directive cadre sur l'eau, qui s'appuie sur un réseau de plus de 1500 stations pérennes réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain. Les observations sont ensuite combinées avec des informations sur d'autres « éléments de qualité » comme la physico-chimie ou l'hydromorphologie pour évaluer l'état écologique des masses d'eau.

- **Prospective** : le cadre français de la gestion du risque inondation

2016-2021 : mise en œuvre des stratégies locales

2021 : révision des TRI (cycle de révision tous les 6 ans)

Intégration avec les politiques de gestion du milieu marin (GIZC)

Mise en œuvre de la loi GEMAPI, prise de compétence et possible instauration de la taxe.

La directive inondation est en cours de déclinaison à l'échelle des grands bassins hydrographiques et à l'échelle locale selon les étapes suivantes :

- 2014 : consultation du public pendant 6 mois sur le projet de PGRI
- 2015 : consultation des parties prenantes pendant 4 mois sur le projet de PGRI, puis le PGRI est arrêté par le Préfet coordonnateur de Bassin
- 2016-2021 : mise en œuvre des stratégies locales
- 2021 : révision des TRI (cycle de révision tous les 6 ans)

Dans le projet de PGRI, il est prévu que l'aléa de référence à prendre en compte à échéance 2100 intègre une élévation attendue du niveau marin de 60 cm.

La GIZC – Gestion Intégrée de la Zone Côtière - en France :

- Travaux en cours du Grenelle de la Mer, donnant lieu à la future Stratégie nationale de la mer et du littoral : vers une trame bleue marine ?
- Préconisée dans les documents de planification concernant les territoires côtiers (volet littoral des SCOT valant schéma de mise en valeur de la mer);
- Outils de protection des milieux : Parcs naturels marins, Contrats de baie;
- « Maritimisation » des SAGE côtiers.

- **Prospective** : politiques eau et moyens alloués

Agence de l'Eau Adour-Garonne

SDAGE 2016-2021 Adour-Garonne :

- Articulation **DCE, DCSMM et directive inondation** préconisée
- Orientation « Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau, la continuité écologique et le littoral »: dispositions « Gérer les **déchets flottants** et valoriser les bois flottants »; « Intégrer la **gestion piscicole** et halieutique dans la gestion globale des cours d'eau, des plans d'eau et des zones estuariennes et littorales » (prise en compte du PLAGEPOMI)
- **Adaptation au changement climatique** comme une approche transversale

A l'échelle du bassin Adour-Garonne, le PGRI fixera les objectifs en matière de gestion du risque inondation et les objectifs appropriés aux TRI. A cette échelle, **des stratégies locales devront être déterminées afin de définir les mesures à prendre pour répondre aux objectifs.**

Le SDAGE contient une orientation qui vise spécifiquement le littoral : concernant le maintien ou la restauration de la continuité écologique, la disposition 19 vise la **problématique des macro-déchets** (déchets flottants) qui jusque là n'était pas prise en compte. En effet, le bon état écologique au sens de la DCE ne tient pas compte des déchets aquatiques alors qu'il y a de vrais enjeux (dégradation du paysage, diminution de la qualité de l'eau, perturbation de certaines activités économiques, gêne du bon fonctionnement des barrages hydroélectriques...). C'est aussi un exemple de prise en compte « collective » d'un problème, du marin dans le terrestre, beaucoup de ces déchets provenant ou se retrouvant sur le littoral.

Par ailleurs, des dispositions précisent l'intégration de la **gestion piscicole et halieutique** dans la gestion globale des cours d'eau, des plans d'eau et des zones estuariennes et littorales, en particulier en ce qui concerne les poissons migrateurs. Le bassin Adour-Garonne accueille l'ensemble des **onze migrateurs amphihalins** historiquement présents sur la façade atlantique : le saumon atlantique, la truite de mer, les lamproies marine et fluviatile, l'anguille européenne, la grande alose, l'alose feinte, l'esturgeon européen, le flet, le mulot porc et l'éperlan.

Enfin, l'**adaptation au changement climatique** est déclinée sous forme de grands enjeux ou d'orientations transversales : un document spécifique présente un résumé de l'intégration du changement climatique dans le SDAGE 2016-2021.

- **Prospective** : politiques eau et moyens alloués

Région Nouvelle Aquitaine

Région Occitanie

L'intégration biodiversité – eau est également visible dans les politiques régionales de financement, par exemple, au niveau des **CPER Etat / Régions**.

Une politique de décentralisation, qui pourrait amener les Régions à exercer d'avantage de missions en lien avec l'eau.

Le **CPER Etat / Région Nouvelle Aquitaine 2015-2020** comporte un volet « Reconquête de la biodiversité et protection des ressources naturelles », où figurent les actions suivantes :

- Développer la gouvernance locale dans les domaines de l' eau, de la biodiversité et des ressources minérales (État: 1,08 M€ ; Région : 6,0 M€ ; Agence de l' eau : 7,7 M€)
- Améliorer la connaissance des milieux naturels et de la biodiversité régionale et de leurs enjeux (État: 2,08 M€ ; Région : 3,5 M€ ; Agence de l' eau : 9,0 M€)
- Préserver, gérer et remettre en bon état les milieux terrestres, aquatiques, littoraux et marins ainsi que leurs fonctions écologiques ; préserver et restaurer la trame verte et bleue (État: 5,1 M€ ; Région : 6,0 M€ ; Agence de l' eau : 45,5 M€)
- Préserver et restaurer les espèces animales et végétales (État: 0,18 M€ ; Région : 2,0 M€ ; Agence de l' eau : 14,0 M€)

CPER Etat / Région Midi-Pyrénées - Occitanie 2015-2020, comporte un article sur « Soutenir les actions de prévention des risques naturels » (Etat : 6,53 M€, Région : 3 M€) et « Reconquérir la biodiversité et préserver les ressources naturelles », soit :

- Préserver les espaces naturels et restaurer les continuités écologiques (Etat : 59,66 M€, Région : 23,8 M€)
- Assurer une gestion durable de l' eau (Etat : 88,6 M€, Région : 10,2 M€)

- **Prospective** : politiques eau et moyens alloués

Départements

Des interrogations fortes sur les conséquences de la nouvelle compétence GEMAPI et le transfert des compétences eau et assainissement pour les Départements.

Une implication dans la politique de l'eau qui perdurera cependant, en particulier via les politiques sur les espaces naturels, les autres missions exercées aujourd'hui et la compétence de solidarité sociale et territoriale.

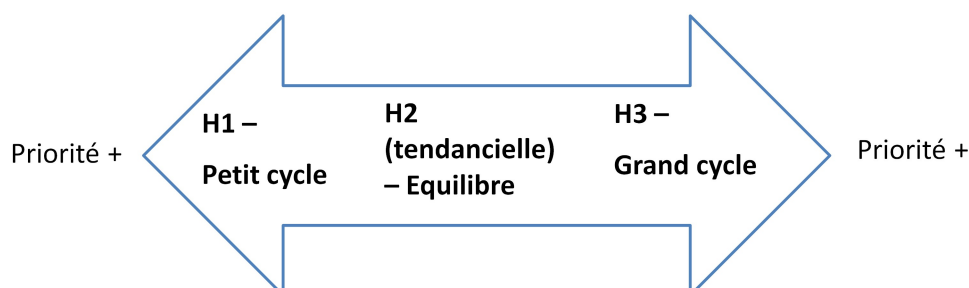
En ce qui concerne l'avenir proche, les Départements (au-delà du territoire d'étude) s'interrogent sur leur rôle dans le contexte de la compétence GEMAPI et des compétences eau et assainissement attribuées aux EPCI à fiscalité propre, qui s'élargiront avec le regroupement de communes et de communautés de communes.

- La collecte de la taxe GEMAPI rendra-t-elle caduque les aides financières du Département ?
- Quel rôle et quel financement de l'Institution Adour dans ce contexte ?
- Les EPCI élargis auront-ils encore besoin de l'assistance technique des Départements (AEP, assainissement, rivières) ?
- Quelles compétences seront effectivement exercées par les EPCI et lesquelles seront déléguées ou transférées ?
- Quid du rôle des Départements au vu des autres missions exercées aujourd'hui (ex. réseaux de mesure, gestion quantitative, etc.) ?

Autant de questions qui trouveront leurs réponses dans les deux années à venir, mais qui sont probablement un signe sur le plus long terme d'un désengagement progressif des Départements sur les questions de l'eau.

Le Département pourrait continuer d'intervenir sur le volet milieux aquatiques au titre de sa politique des Espaces naturels sensibles (cela a été réaffirmé par la loi NOTRe) ; et sur les volets eau et assainissement au titre de la solidarité sociale et territoriale. De plus, les Départements sont parfois propriétaires d'ouvrages hydrauliques assurant leur rôle dans la gestion quantitative de la ressource, qui sera clé dans les années à venir (en particulier dans un contexte de raréfaction de la ressource). Ils sont également gestionnaires de réseaux de mesures de la qualité des eaux (de surface et souterraines).

- **Hypothèses**



H1 – Petit cycle. Dans un contexte de restriction budgétaire et de réduction des dépenses (moins de moyens), le petit cycle devient prioritaire car il affecte les usagers directement. On entre dans une logique de protection des zones vulnérables où chacun se prémunit du risque à son échelle (collectivités locales). La logique de prévention à l'échelle des bassins et le grand cycle sont délaissés. Les volets quantité et risque sont intégrés aux politiques de l'urbanisme, et le volet qualité passe en second plan. Les objectifs de la DCE ne sont pas atteints.

H2 (tendancielle) – Equilibre. Plus de moyens sont mis sur la prévention à l'échelle du bassin, au même titre que l'AEP / assainissement. Les collectivités poursuivent la tarification incitative pour payer les services de l'eau. Le petit cycle (factures des ménages usagers) paie en partie pour le grand cycle (prévention de bassin), avec des factures qui augmentent en même temps qu'une sensibilisation des populations et des acteurs mais avec un rééquilibrage. L'EPTB, les Régions et les collectivités locales (qui exercent les compétences eau et assainissement) collaborent pour une gestion intégrée de la ressource, en particulier sur la thématique du risque inondation. Les objectifs de la DCE sont atteints à l'horizon 2050.

H3 – Grand cycle. Puisque le grand cycle influe sur le petit cycle, il devient prioritaire. De plus, nous entrons dans une logique contraire à celle des deux premières hypothèses (H1 : le petit cycle paie pour le petit cycle et le grand cycle est délaissé ; H2 : le petit cycle paie pour le grand cycle, les deux sont à l'équilibre), c'est-à-dire que les préleveurs (les acteurs et usagers économiques) paient pour l'eau potable et l'assainissement. Le principe de pollueur-payeur est poussé au bout de sa logique. Les objectifs de la DCE sont atteints ou dépassés. Ainsi, le grand cycle paie pour le petit cycle.

- **Lien entre les variables du système**

- Variable influencée par :
 - Politiques environnementales
 - Valeurs de l'eau
 - Politiques agricoles
- Variable influençant :
 - Gouvernance des cours d'eau et des milieux aquatiques
 - Aménagement des cours d'eau
 - Espaces naturels et protégés
 - Assainissement
 - Gestion des barrages
 - Politique agricole commune
 - Gestion forestière
 - Aquaculture
 - Tourisme
 - Offre de loisirs eau

• Références

Agence de l'eau Adour Garonne, Ginger Environnement, Infrastructures, Contrechamp, 2012, *Evaluation de la politique "rivière" de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne*.

<http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/quelle-politique-de-l-eau-en-adour-garonne/une-strategie-connaître-evaluer-anticiper-partager/evaluation-des-politiques-de-l-agence.html>

Agence de l'eau Adour Garonne, Elodie PUCHEU et Christophe BESLAY, 2013, *Evaluation de la politique « Gestion territoriale » de l'agence de l'eau Adour-Garonne*

(<http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/quelle-politique-de-l-eau-en-adour-garonne/une-strategie-connaître-evaluer-anticiper-partager/evaluation-des-politiques-de-l-agence.html>).

Agence de l'eau Adour Garonne, MC2 Consultants, *Evaluation de la politique « Assainissement » de l'agence de l'eau Adour-Garonne*

(<http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/quelle-politique-de-l-eau-en-adour-garonne/une-strategie-connaître-evaluer-anticiper-partager/evaluation-des-politiques-de-l-agence.html>).

Agence de l'eau Adour Garonne, Planète Publique et SCE, *Evaluation de l'incitativité et de la sélectivité du programme de l'agence de l'eau Adour-Garonne au regard des objectifs de la DCE*

(<http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/quelle-politique-de-l-eau-en-adour-garonne/une-strategie-connaître-evaluer-anticiper-partager/evaluation-des-politiques-de-l-agence.html>).

Comité de bassin Adour-Garonne, SDAGE 2016-2021.

Eaufrance, « La directive cadre sur l'eau » : <http://www.eaufrance.fr/comprendre/la-politique-publique-de-l-eau/la-directive-cadre-sur-l-eau>

Instruction du Gouvernement du 17 février 2014 relative à l'articulation entre la directive cadre sur l'eau (DCE) et la directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM)

Office International de l'Eau, « Organisation de la gestion de l'eau en France », juin 2009

Ministère de l'Environnement, de l'énergie et de la mer, « Mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau. Pour un bon état des eaux en 2015 », en ligne :

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Brochure-DCE_DEF_27-06-12.pdf

Ministère de l'Environnement, de l'énergie et de la mer, « 4 ans après la tempête Xynthia et les crues du Var : une politique de prévention et de gestion face aux risques d'inondation et de submersion », en ligne :

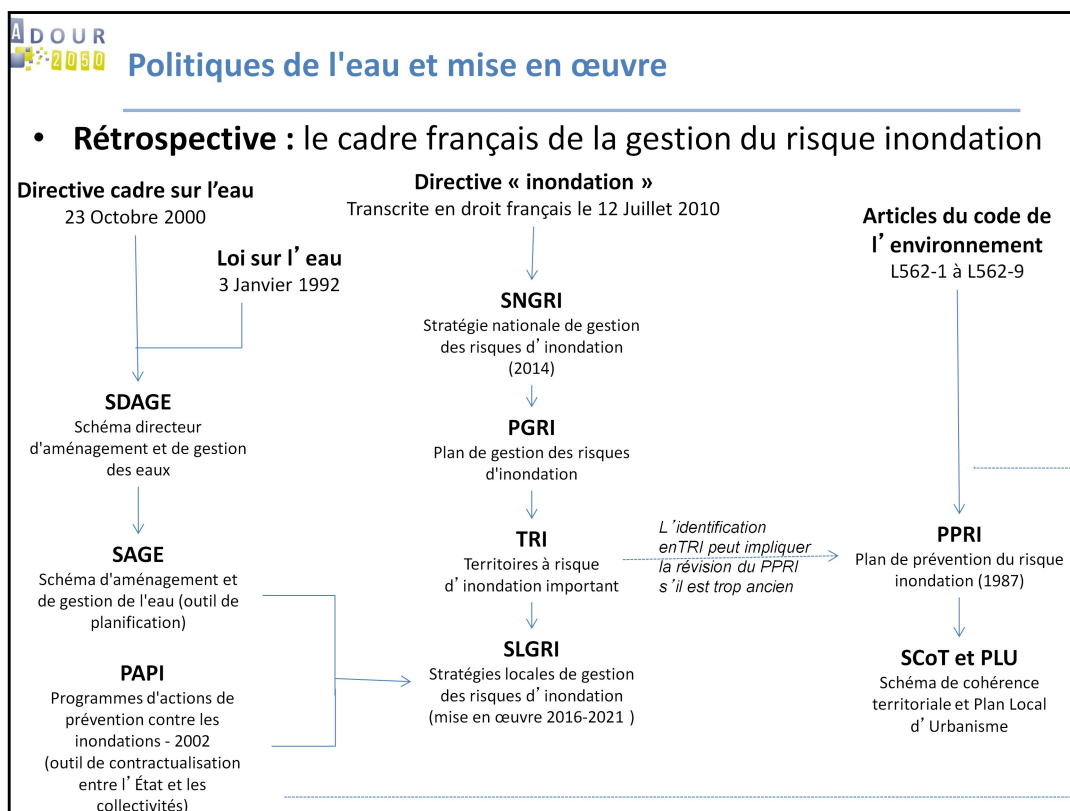
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/4-ans-apres-la-tempete-Xynthia-et.html>

Ministère de l'Ecologie, cinquième rapport national de la France à la Convention sur la Diversité Biologique, Octobre 2014

Région Aquitaine, <http://www.aquitaine.fr/actions/territoire-durable-et-solidaire/environnement/eau-et-milieux-aquatiques>

Région Midi-Pyrénées, <http://www.midipyrenees.fr/10-grands-projets-pour-Midi-Pyrenees>

- **Annexes**



Le diagramme est issu et adapté du projet ADAPT-MED (source : adapté de <http://www.developpement-durable.gouv.fr>, janvier 2015 et Helias et al, 2009).

La **directive inondation** se décline en plusieurs étapes en vue d'aboutir à une gestion objective et priorisée, basée sur une approche quantifiée et permettant une mobilisation optimisée des outils de gestion des inondations existants (Plan de Prévention du Risque d'Inondation (PPRI) - Plan Communal de Sauvegarde (PCS) - Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) - Plan d'Actions et de Prévention des Inondations (PAPI)).

La directive inondation prévoit également la rédaction des PGRI : plans de gestion du risque inondation. Les **grandes étapes** pour l'établissement du PGRI incluent :

- L'Évaluation Préliminaire des Risques d'Inondation (EPRI) ;
- La démarche d'identification des Territoires à Risque important d'Inondation (TRI) – 122 en France ;
- Établissement des cartographies des surfaces inondables et des risques d'inondations sur chacun des TRI ;
- Les stratégies locales, définition des périmètres d'actions.

- **Rétrospective** : politiques eau et moyens alloués

Agence de l'Eau Adour-Garonne

Les résultats de la mise en œuvre des politiques par rapport aux objectifs de bon état de la DCE : encore du chemin à parcourir.

Source : SYNTHÈSE DE L'ACTUALISATION DE L'ÉTAT DES LIEUX DU SDAGE 2016 – 2021.

Masses d'eau superficielles

Etat écologique : bon pour 51 % des masses d'eau rivières ; bon état pour 25% des masses d'eau lacs ; les 2 masses d'eau de transition ne sont pas en bon état écologique (évolution +)

Etat chimique : l'état chimique des masses d'eau est bon hormis pour les deux masses d'eau de transition (évolution : stable)

Masses d'eau souterraines

Etat quantitatif : 2 masses d'eau souterraine libres sont en mauvais état quantitatif ; une masse d'eau souterraine captive avec affleurement est en mauvais état quantitatif.

Etat chimique : 5 masses d'eau souterraine libres sont en mauvais état chimique ; toutes les masses d'eau souterraines captives sont en bon état chimique

Risque de non-atteinte du bon état écologique pour les masses d'eau superficielles à l'horizon 2021 : 52% des masses d'eau rivières présentent un risque 2021 de non atteinte du bon état écologique. Cela concerne également 59% des masses d'eau lacs et 1 masse d'eau de transition sur les 2.

Risque de non-atteinte du bon état chimique pour les masses d'eau superficielles : seulement 4% des masses d'eau rivières présentent un risque 2021 de non atteinte du bon état chimique. Cela concerne également 12% des masses d'eau lacs, soit 2 lacs en risque chimique 2021 et les 2 masses d'eau côtières et de transition.

Risque quantitatif : 3 masses d'eau souterraines libres et une masse d'eau captive avec affleurement présentent un risque quantitatif en 2021.

Risque chimique : sur les 11 masses d'eau souterraines libres, 4 masses d'eau ne présentent pas de risque 2021. Seule une masse d'eau captive présente un risque 2021.